

**Quel est le profil énergétique actuel du Sénégal ?**

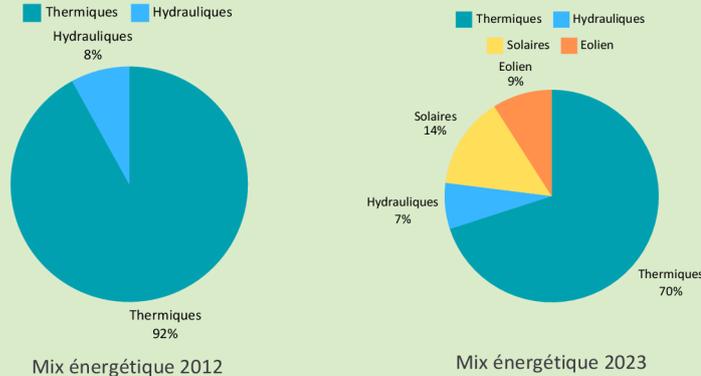


Figure 1: Bilan énergétique du Sénégal (CDN Sénégal 2020)

**Pourquoi une transition énergétique vers les énergies renouvelables ?**



Le solaire bénéficie d'un potentiel abondant au Sénégal, avec près de **3000 heures d'ensoleillement par an** et une irradiation moyenne favorable à une production d'énergie photovoltaïque significative. De même, le potentiel éolien, principalement concentré le long de la Grande Côte, offre une opportunité considérable pour la production d'électricité propre et durable.

Contrairement aux énergies fossiles qui sont issues de ressources limitées et dont l'exploitation engendre des émissions nocives pour l'environnement, les énergies renouvelables puisent dans des sources inépuisables et propres telles que le soleil, le vent, l'eau, la biomasse, présentant ainsi de nombreux avantages économiques, environnementaux et sociaux.

**En effet, l'adoption de sources d'énergie propre:**

1. permet **la création d'emplois** locaux dans les secteurs de l'installation, de la maintenance et de la gestion des infrastructures énergétiques,



2. offre **une solution énergétique adaptée aux zones rurales et isolées**, où l'accès à l'électricité est souvent limité, favorisant ainsi l'inclusion sociale et l'amélioration des conditions de vie;



3. favorise une **sécurité énergétique** en réduisant la dépendance aux combustibles fossiles (même dans un contexte de découverte du pétrole et du gaz parce qu'étant des ressources épuisables) et en diversifiant le mix énergétique du pays;



4. assure un **approvisionnement durable en énergie**, tout en évitant pour le Sénégal le "syndrome hollandais" (phénomène où l'exploitation de ressources naturelles, telles que le pétrole ou le gaz entraîne l'abandon des investissements dans les secteurs autres que le gaz dû à la rente issue de ces ressources et tue toutes les initiatives de développement).

## Le potentiel énergétique du Sénégal



Axe de plaidoyer	Contexte juridique	Proposition de réforme juridique	Disponibilité
<b>Solaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Photovoltaïque </li> <li>Thermique </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Electrification rurale, éclairage public, pompage solaire, substitution ou complément au réseau.</li> <li>Production d'eau chaude, Séchage de produits halieutiques ou agricoles</li> </ul>	
<b>Biomasse</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bois-énergie (bois bûche et charbon de bois), Résidus agricoles </li> <li>Biocarburants </li> <li>Biogaz </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Energie de cuisson</li> <li>Alimentation de groupes électrogènes (moulins à céréales, éclairage...) Alimentation de motopompes</li> <li>Energie de cuisson (Programme National Biogaz) et Production d'électricité (quelques unités pilotes)</li> </ul>	
<b>Eolien</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Vent </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Production d'électricité</li> </ul>	
<b>Hydraulique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Marée motrice </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'application au Sénégal</li> </ul>	
<b>Géothermie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Géométrie superficielle </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'application au Sénégal</li> </ul>	

Tableau 1: Synthèse du potentiel énergétique renouvelable du Sénégal

## Cadre juridique et institutionnel au Sénégal?

### Cadre juridique



Le cadre juridique sénégalais pour les énergies renouvelables a évolué progressivement avec des initiatives fiscales et institutionnelles marquant des phases d'accélération et de décélération. Des lois antérieures, telles que celle de 1981 sur les avantages fiscaux pour le solaire, ont soutenu la transition. Toutefois, des réformes récentes, comme l'adoption du Tarif Extérieur Commun (TEC) de l'UEMOA, ont annulé certains avantages fiscaux, mettant en évidence des failles. La réintégration des exonérations fiscales, la normalisation des équipements solaires, le renforcement des objectifs contraignants et l'amélioration des mécanismes de financement pour soutenir la transition énergétique seraient de puissants leviers.

**Référentiel Législatif Unique** : La réforme du Code de l'électricité introduit un cadre législatif cohérent et unifié pour le secteur de l'électricité

**Semi-ouverture du Marché de Vente et d'Achat en Gros de l'Électricité**: Cette mesure vise à favoriser la concurrence et à dynamiser le marché de l'électricité, permettant ainsi aux différents acteurs de participer plus activement et de bénéficier de meilleures conditions de vente et d'achat.

**Amélioration du Processus de Planification du Secteur de l'Électricité**: Avec l'introduction du Plan Intégré à Moindre Coût, la planification du secteur de l'électricité devient plus efficace et économique, assurant ainsi une meilleure allocation des ressources et une optimisation des coûts.

**Régime d'Autoproduction Électrique**: La réforme encourage l'autoproduction d'électricité en simplifiant les procédures et en permettant une plus grande flexibilité selon les besoins et les capacités d'extension des activités des producteurs.

**Développement de l'Électrification Rurale Décentralisée (ERD)**: Cette initiative vise à promouvoir l'électrification des zones rurales, en particulier les régions hors réseau, grâce à la distribution de systèmes individuels (SHS). Cela permettra une meilleure accessibilité à l'électricité pour les populations éloignées.

**Régime de Gouvernance des Activités Réglementées**  
 Le renforcement de la gouvernance et l'extension des pouvoirs du régulateur (CRSE) assurent une régulation plus efficace et transparente des activités du secteur de l'électricité, garantissant ainsi le respect des normes et la protection des consommateurs.

Encadré 5: points saillants de la réforme du code de l'électricité





## Cadre institutionnel

Le cadre institutionnel de la transition énergétique implique divers acteurs étatiques et non étatiques. L'État, à travers le ministère de l'Énergie et les agences comme l'ANER, l'ASER et l'AEME, cherche à atteindre la souveraineté énergétique, l'accès universel et l'optimisation du mix énergétique. Les collectivités territoriales, bien que cruciales pour l'énergie décentralisée, manquent souvent de ressources et de compétences. Les organisations de la société civile et les partenaires techniques et financiers se concentrent sur l'amélioration de l'accès à l'énergie et le dialogue renforcé avec les parties prenantes. Le secteur privé aspire à une participation accrue dans les projets d'énergies renouvelables, favorisant des partenariats internationaux.

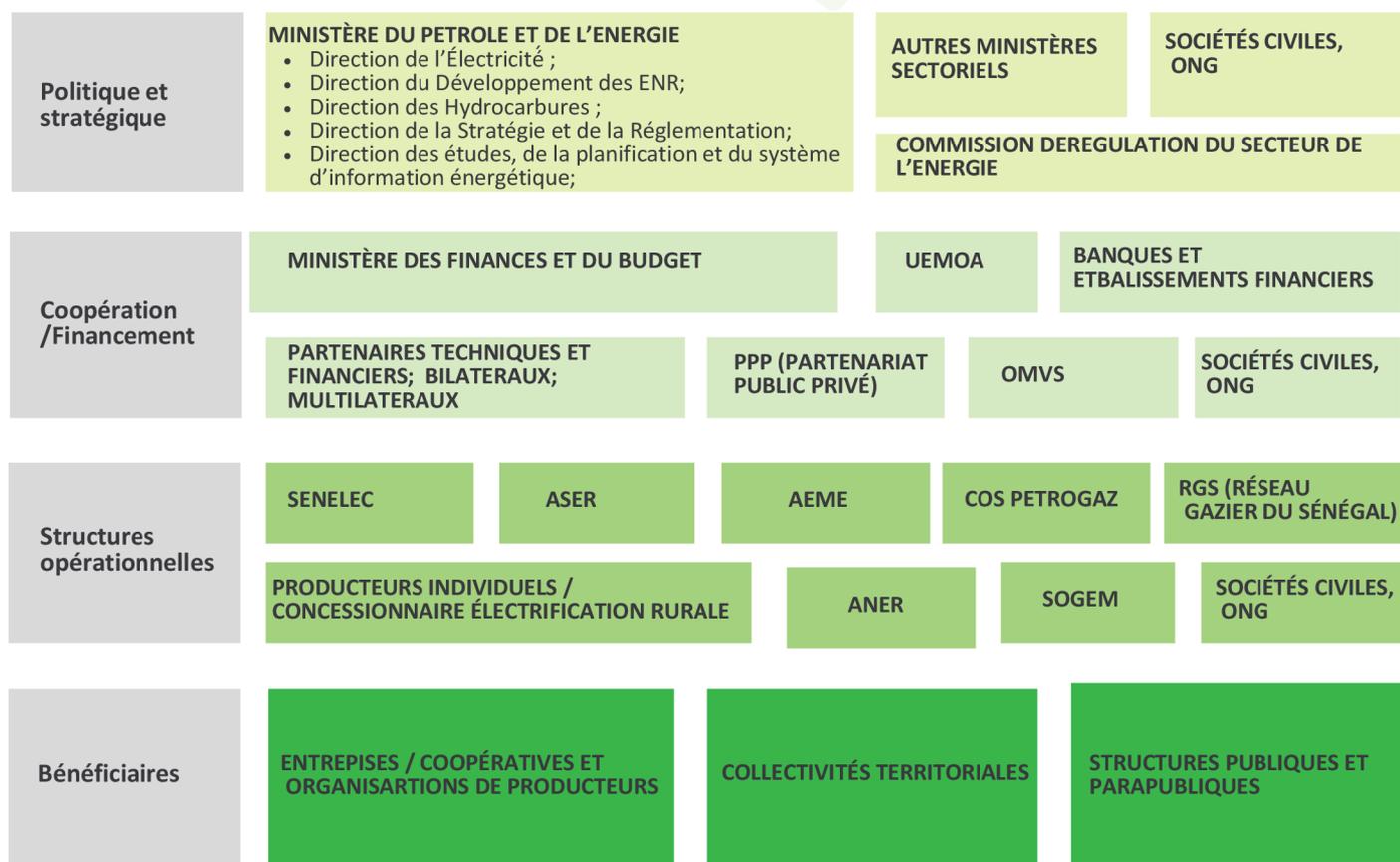


Figure 2: Cartographie des acteurs majeurs du secteur de l'énergie au Sénégal (Source : Etude Heinrich Böll, 2024)



## Que dit le diagnostic du modèle de transition énergétique au Sénégal ?



Le Sénégal bénéficie d'un cadre législatif solide, de politiques incitatives, et d'efforts dans le déploiement des énergies renouvelables. Cependant, la transition énergétique au Sénégal fait face à plusieurs défis :

- Le cadre institutionnel est fragmenté avec une coordination limitée entre les agences,
- Les compétences locales et sectorielles (maîtrise technologique) manquent,
- Les infrastructures sont obsolètes,
- Le cadre fiscal est défavorable et entrave également le progrès,
- La persistance de la dépendance aux hydrocarbures et les incitations économiques insuffisantes compliquent la transition,
- Les acteurs économiques opposés aux réformes et l'instabilité régionale peuvent affecter l'harmonisation des politiques.
- La mise en œuvre des politiques est lente,
- De plus, le processus décisionnel est centralisé.

Les menaces, elles, incluent le dilemme entre les énergies renouvelables et fossiles, notamment avec les nouveaux projets pétroliers et gaziers. Toutefois, des opportunités résident dans les soutiens internationaux et le potentiel de développement des énergies renouvelables.



### Forces

- **Cadre législatif robuste:** Le Sénégal dispose d'un cadre régulateur solide, notamment avec le nouveau code de l'électricité réglementé par des décrets, couvrant différents aspects de la production et de la consommation d'énergie renouvelable.
- **Politique incitative du gouvernement:** Le gouvernement sénégalais met en place des politiques incitatives pour promouvoir les énergies renouvelables, ce qui encourage les investissements et les partenariats dans ce domaine.
- **Collaboration entre ministères et agences gouvernementales:** Une approche holistique impliquant divers acteurs gouvernementaux ainsi que des organisations non étatiques favorise une coordination efficace pour faciliter la transition énergétique.
- **Efforts dans le déploiement des énergies renouvelables:** Le Sénégal déploie des efforts dans le déploiement des énergies renouvelables, notamment à travers des parcs éoliens et des investissements pour fournir un accès universel à l'électricité d'ici 2025.



- **Manque de maîtrise technologique :** Malgré le potentiel des énergies renouvelables, il existe un manque de maîtrise technologique, notamment en ce qui concerne le transfert de technologies et la qualité des équipements disponibles.
- **Cadre fiscal contraignant :** Le cadre fiscal actuel peut être perçu comme un obstacle pour les initiatives dans le domaine des énergies renouvelables, ce qui pourrait freiner les investissements et l'adoption de ces technologies.
- **Lenteur dans la mise en œuvre des politiques :** Malgré l'existence d'un cadre juridique favorable, la mise en œuvre des politiques liées aux énergies renouvelables est lente et confrontée à des obstacles, tels que des problèmes de coordination et de financement.
- **Centralisation du processus décisionnel :** Malgré l'adoption récente du code général des collectivités territoriales, l'énergie demeure une compétence largement centralisée. Les décisions concernant la transition énergétique sont prises au niveau national, reléguant les collectivités territoriales à un rôle mineur.





## Opportunités

- **Programmes de soutien internationaux** : La récente déclaration politique sur une transition énergétique juste et équitable offre une opportunité de mobiliser des financements internationaux pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables et atteindre des objectifs ambitieux en matière de réduction des émissions.
- **Potentiel de développement des énergies renouvelables** : Le Sénégal dispose d'un important potentiel en énergies renouvelables, notamment solaire, éolien et hydroélectrique, offrant ainsi une opportunité de diversifier le mix énergétique et d'étendre l'accès à l'énergie propre.



## Menaces

- **Dilemme entre énergies renouvelables et fossiles** : Le développement prévu des gisements de pétrole et de gaz pose un défi pour la transition énergétique du pays, avec un risque de compromettre les progrès réalisés dans le domaine des énergies renouvelables.

Tableau 2 : Synthèse du Diagnostic (Analyse SWOT)

## Quelles perceptions ont les acteurs sur la transition énergétique?

La transition énergétique vers les énergies renouvelables au Sénégal suscite des perceptions variées parmi les différents acteurs impliqués, à savoir **l'État, les collectivités territoriales, le secteur privé et les organisations de la société civile.**

### Acteurs Etatiques



Les acteurs étatiques reconnaissent l'importance de la transition énergétique vers les énergies renouvelables. Toutefois, ils rappellent tous la nécessité d'exploiter et d'utiliser les ressources pétrolières et gazières pour faire face aux difficultés économiques et sociales. Ils optent quasiment tous et de manière tranchée pour une transition graduelle.

### Collectivités territoriales



Les collectivités territoriales soulignent l'importance de garantir une transition énergétique juste et équitable. Elles expriment des préoccupations concernant l'accapement des terres au profit des investisseurs solaires et insistent sur la nécessité de garantir l'accès en priorité aux populations des zones où les projets sont implantés.

### Société civile



Les acteurs de la société civile semblent plus nuancer sur l'exploitation et l'utilisation des ressources pétrolières et gazières et ils optent pour transition rapide avec les énergies renouvelables

### Secteur Privé



Les avis des acteurs du secteur privé peuvent être répartis en deux catégories. Le secteur privé fournisseur de solutions d'énergie renouvelables dit regretter ce qui pourrait être considéré comme une décélération et prône une transition rapide. Tandis que les acteurs des autres entreprises disent apprécier les solutions d'énergie renouvelables qu'ils ont déjà commencées à adopter mais restent ouverts aux opportunités et facilités de l'exploitation des ressources gazières. La raison principale étant le caractère intermittent des énergies renouvelables.



## Synthèse de projets d'énergies renouvelables

### EIFFAGE, BTP, Base de chantier de Diamniadio

- Effacement du réseau électrique de la Senelec au profit d'une centrale solaire sobre en carbone et respectueuse de l'environnement;
- Réduction d'émission de CO2 de 38,5 tonnes avec la centrale solaire centenarisé;
- Installation du système de récupération de fond de toupies permettra de faire une économie de 1945,6 tonnes de basaltes d'ici 2022

### NMA SANDERS, Agroalimentaire

- 122,1 tonnes de CO2 évitées par an soit 513 tonnes de CO2 à l'horizon 2025;
- Une économie de 522,23 MWh d'ici 2025;
- Une économie de 9,67% sur la facture annuelle d'électricité et 4% sur le fuel

### SENICO, Agroalimentaire

- Une moyenne de 193 tonnes de CO2 évitée par an soit 825,85 T de CO2 à l'horizon 2025;
- Une économie de 1210 MWh d'énergie conventionnelle d'ici 2025;
- Centrale photovoltaïque de 1.6 MW.

### Industrie des Boissons du Sénégal (IBS)

- Effacement du réseau électrique de la Senelec au profit d'une centrale solaire de 1,6 MW sobre en carbone et respectueuse de l'environnement;
- Réduction des émissions de CO2 de 10630,86 T sur une période de 20ans

### RUFSAC, emballage papier

- Une optimisation de l'approvisionnement en énergie avec 260 MWh d'énergie solaire photovoltaïque disponible par an;
- Une baisse de la facture d'énergie de 25%;
- Réduction d'émission de CO2 de 178,1 tonnes par an soit 4277, 17 tonnes sur la durée de vie de l'installation

### CSIP, chimie tuyaux PVC

- Economies d'énergies de 20% sur la consommation spécifique en remplacement les vis d'extrusion par des vis ni métalliques;
- Réduction d'émission de CO2 de 1166,4 tonnes équivalent d'ici 2022

### SCHULLER, Menuiserie métallique industrielle

- La baisse significative de l'approvisionnement en énergie conventionnelle;
- Réduction des émissions de CO2 de 697,961 T sur une période de 20 ans grâce à l'installation du système PV de 30 KWh

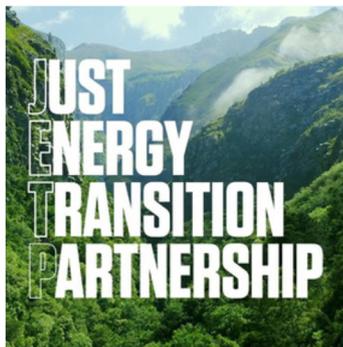
### SOSAGRIN; usine de moutarde

- Effacement du réseau électrique de la Senelec au profit d'une centrale solaire de 1 199 KW sobre en carbone et respectueuse de l'environnement;
- Réduction des émissions de CO2 de 12 072,88 T en 2022 et 2032



## Quels axes potentiels d'intervention du JETP pour la transition énergétique vers les énergies renouvelables?

### Présentation et rôle du JETP



Le Partenariat pour une Transition Énergétique Juste (JETP), établi en juin 2023 avec des partenaires internationaux, prévoit un financement de 2,5 milliards d'euros pour soutenir la transition énergétique du Sénégal. Les objectifs incluent l'augmentation de la part des énergies renouvelables à 40 % du mix électrique d'ici 2030 et le développement d'une industrie nationale verte. Les actions principales comprennent la modernisation du réseau électrique, l'électrification des zones non connectées, la promotion des combustibles domestiques modernes et la mobilité verte.

### Scénarios de transition énergétique

Trois (03) scénarii principaux, basés sur le contexte et les objectifs du Sénégal en matière de transition énergétique, peuvent être envisagés :

- **Green Acceleration** : Une transition rapide vers les énergies renouvelables, avec des politiques ambitieuses pour encourager les investissements, incluant des incitations fiscales et des subventions. Ce scénario prévoit une substitution complète du thermique par les renouvelables, avec un accent particulier sur l'électrification rurale par des mini-réseaux photovoltaïques.
- **Balanced Transition** : Une approche graduelle, équilibrant les investissements entre énergies renouvelables et fossiles, en continuant d'exploiter les ressources en gaz tout en développant progressivement les énergies renouvelables. Ce modèle permet une transition plus douce tout en maximisant les avantages économiques des ressources fossiles.
- **Fossil Dependency** : Maintien d'une dépendance élevée aux énergies fossiles, avec des investissements limités dans les énergies renouvelables. Ce modèle privilégie le développement des ressources fossiles pour stimuler la croissance économique.



Le Sénégal semble opter pour le scénario 2, une transition progressive, équilibrant les investissements dans les énergies renouvelables avec le développement continu des ressources fossiles, en particulier le gaz naturel comme carburant de transition.



## Orientations en termes d'investissements intégrant les opportunités du JETP

Pour renforcer la transition énergétique vers les énergies renouvelables du Sénégal, en tenant compte des objectifs stratégiques et programmes du Ministère du pétrole et gaz et en intégrant les possibilités offertes par le JETP, les investissements peuvent être orientés vers :

### ➔ Des investissements dans les énergies renouvelables par:

- L'allocation d'une partie importante des fonds du JETP pour le développement des infrastructures solaires, éoliennes et hydroélectriques, pouvant inclure la construction de parcs solaires et éoliens ainsi que la modernisation des installations hydroélectriques existantes pour augmenter leur efficacité.
- La promotion de l'innovation technologique dans le domaine des énergies renouvelables en soutenant la recherche et le développement de nouvelles technologies.
- La mise en place de programmes de formation et de renforcement des capacités pour les travailleurs du secteur des énergies renouvelables afin de garantir une main-d'œuvre qualifiée pour la construction, l'exploitation et la maintenance des installations.



### ➔ Une transition progressive du gaz naturel vers les énergies renouvelables par:

- L'acquisition de technologies de stockage d'énergie telles que les batteries et les systèmes de stockage par pompage pour permettre une utilisation plus flexible des énergies renouvelables intermittentes comme le solaire et l'éolien. Cela contribuera à atténuer les problèmes liés à la variabilité de la production d'énergie renouvelable.
- Le développement des infrastructures de réseau pour faciliter l'intégration des énergies renouvelables dans le réseau électrique existant. Cela pourrait impliquer la modernisation et l'expansion du réseau de transmission et de distribution pour permettre un transport efficace de l'électricité produite à partir de sources renouvelables.
- La mise en place de politiques et d'incitations pour encourager l'adoption des énergies renouvelables par les industries et les consommateurs. Cela pourrait inclure des tarifs d'achat incitatifs pour l'électricité produite à partir de sources renouvelables, des subventions pour les installations solaires résidentielles et des incitations fiscales pour les entreprises qui investissent dans des projets d'énergies propres.



# Axes clés d'un plaidoyer pour une transition énergétique vers les énergies renouvelables au Sénégal

## Axes de plaidoyer relatif au cadre juridique

L'analyse des axes de plaidoyer pour le renforcement du cadre juridique relatif aux énergies renouvelables au Sénégal met en lumière les failles actuelles et propose des réformes clés pour améliorer le cadre fiscal, la certification des équipements, la législation sur la transition énergétique et les mécanismes de financement. Ces propositions visent à faciliter l'accès aux technologies solaires de qualité, encourager l'intégration des énergies renouvelables dans le mix énergétique et soutenir les objectifs nationaux et régionaux de transition énergétique.



Axe de plaidoyer	Contexte juridique	Proposition de réforme juridique
<b>Révision et renforcement du cadre fiscal</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Loi n°81-22 (1981) et décision n°0706/DGD/DERD/BE (1992) accordaient des avantages fiscaux pour le matériel solaire.</li> <li>L'adoption du TEC de l'UEMOA a abrogé ces avantages, limitant l'accès aux équipements solaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réviser le cadre fiscal pour réintégrer les exonérations sur les équipements solaires de qualité et encourager l'importation de technologies conformes aux normes internationales. Cela inclut une révision de la loi n°2018-10 qui liste les matériels exonérés de TVA, afin de s'assurer que tous les équipements solaires essentiels sont inclus.</li> <li>Proposer une harmonisation régionale des politiques fiscales en collaboration avec l'UEMOA, afin de garantir une cohérence entre les priorités nationales et les exigences communautaires, tout en soutenant les objectifs de transition énergétique.</li> </ul>
<b>Certification et normalisation des équipements solaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Absence de mécanismes juridiques de certification pour garantir la qualité des équipements solaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer une loi sur la normalisation et la certification des équipements d'énergie renouvelable.</li> <li>Créer un cadre juridique pour la mise en place d'organismes indépendants de certification supervisés par l'ANER ou une autre agence compétente.</li> </ul>
<b>Législation pour la transition énergétique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les lettres de politique (LPDSE) fixent des objectifs non contraignants pour l'atteinte de 20% d'énergies renouvelables.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer une loi cadre avec des objectifs contraignants de transition énergétique, incluant des sanctions en cas de non-respect.</li> <li>Obliger les opérateurs à intégrer un pourcentage minimum d'énergies renouvelables avec des sanctions légales.</li> </ul>
<b>Mécanismes de financement dans le cadre juridique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mécanismes de financement limités malgré certaines initiatives (protocole avec la BHS pour les kits solaires).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer des amendements législatifs pour inclure des mécanismes de financement durable dans les lois sur les énergies renouvelables.</li> <li>Introduire des mesures légales pour inciter les banques à proposer des produits financiers adaptés aux projets ENR</li> </ul>

Tableau 3: Analyse des axes de plaidoyer pour le renforcement du cadre juridique relatif aux énergies renouvelables au Sénégal (Source : Etude Heinrich Böll, 2024)



## Axes de plaidoyer relatif au cadre institutionnel

Les principaux axes de plaidoyer visent à améliorer la gouvernance, la participation locale et l'inclusion sociale dans le secteur des énergies renouvelables au Sénégal. Face aux défis actuels liés à la coordination institutionnelle, à l'implication des collectivités territoriales et à la participation du secteur privé local, des propositions concrètes sont formulées pour renforcer la concertation entre les acteurs, promouvoir un contenu local accru, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les jeunes et les femmes.

Axe de plaidoyer	Contexte juridique	Proposition de réforme juridique
<b>Renforcer la coordination entre acteurs publics</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Loi n°81-22 (1981) et décision n°0706/DGD/DERD/BE (1992) accordaient des avantages fiscaux pour le matériel solaire.</li> <li>L'adoption du TEC de l'UEMOA a abrogé ces avantages, limitant l'accès aux équipements solaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réviser le cadre fiscal pour réintégrer les exonérations sur les équipements solaires de qualité et encourager l'importation de technologies conformes aux normes internationales. Cela inclut une révision de la loi n°2018-10 qui liste les matériels exonérés de TVA, afin de s'assurer que tous les équipements solaires essentiels sont inclus.</li> <li>Proposer une harmonisation régionale des politiques fiscales en collaboration avec l'UEMOA, afin de garantir une cohérence entre les priorités nationales et les exigences communautaires, tout en soutenant les objectifs de transition énergétique.</li> </ul>
<b>Soutenir la territorialisation de l'énergie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Absence de mécanismes juridiques de certification pour garantir la qualité des équipements solaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer une loi sur la normalisation et la certification des équipements d'énergie renouvelable.</li> <li>Créer un cadre juridique pour la mise en place d'organismes indépendants de certification supervisés par l'ANER ou une autre agence compétente.</li> </ul>
<b>Promouvoir un contenu local dans les projets énergétiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les lettres de politique (LPDSE) fixent des objectifs non contraignants pour l'atteinte de 20% d'énergies renouvelables.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer une loi cadre avec des objectifs contraignants de transition énergétique, incluant des sanctions en cas de non-respect.</li> <li>Obliger les opérateurs à intégrer un pourcentage minimum d'énergies renouvelables avec des sanctions légales.</li> </ul>
<b>Renforcer le dialogue avec les OSC et les partenaires techniques et financiers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mécanismes de financement limités malgré certaines initiatives (protocole avec la BHS pour les kits solaires).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer des amendements législatifs pour inclure des mécanismes de financement durable dans les lois sur les énergies renouvelables.</li> <li>Introduire des mesures légales pour inciter les banques à proposer des produits financiers adaptés aux projets ENR</li> </ul>
<b>Développer un cadre stratégique pour l'employabilité dans les énergies renouvelables</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'État met l'accent sur l'employabilité des jeunes et des femmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer des réformes législatives pour garantir que les projets énergétiques incluent des quotas d'emplois pour les jeunes et les femmes.</li> </ul>

Tableau 4 : Analyse des axes de plaidoyer pour le renforcement de la gouvernance, la participation locale et l'inclusion sociale dans le secteur des énergies renouvelables au Sénégal (Source : Etude Heinrich Böll, 2024)



# Fact Sheet

## Transition énergétique: cadre régulateur et gouvernance pour un avenir durable au Sénégal

© Septembre 2024 | CC BY-NC 4.0.

---

 Fondation Heinrich Böll Sénégal  
Yoff Cité Djily Mbaye Villa N°358 Yoff  
Dakar - Sénégal

 221 33 825 66 06

 [info@sn.boell.org](mailto:info@sn.boell.org)

 [www.sn.boell.org](http://www.sn.boell.org)

 **HEINRICH BÖLL STIFTUNG**  
**DAKAR**  
Sénégal

